



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



Revue de presse

15 avril 2016

L'essentiel de l'information est aujourd'hui axé sur l'appel à l'ouverture d'une enquête concernant les affaires de trafics de bois de rose ainsi que sur la formation du nouveau gouvernement. A travers les tractations qui s'opèrent ici et là, les acteurs politiques, partis et élus affichent leur volonté d'intégrer la nouvelle équipe gouvernementale. Par ailleurs, l'amélioration de l'accès à l'information, au centre d'une conférence-débat qui s'est tenue hier, occupe également les colonnes des quotidiens parus ce jour.

## Politique interne

### OLIVIER MAHAFALY SOLONANDRASANA : POUR L'EFFECTIVITE DU CODE DE LA COMMUNICATION

*Le projet de Code de la Communication ressort des tiroirs. Après l'avoir effectivement « laissé mariner » plusieurs mois à Iavoloha, le Chef de l'Etat décide enfin de le soumettre pour adoption. « Le Code de la Communication sera l'un des premiers projets de loi à présenter à l'Assemblée nationale », a indiqué le communiqué du Conseil des ministres de mercredi. **L'Express de Madagascar** titre à cet effet « vers le quadrillage de la presse », en portant l'attention sur la déclaration du ministre de la Communication et des Relations avec les Institutions selon laquelle « la dépénalisation des délits de presse et la responsabilisation des journalistes seront les points forts de ce texte (...) Les responsabilités seront basées sur le code de déontologie déjà adopté par l'Ordre des journalistes de Madagascar (OJM) ». De l'avis du quotidien, le ton donné par le communiqué du Conseil des ministres ainsi que la conception du journalisme par le Chef de l'Etat restent un brin menaçant. Le journal fait dans ce contexte référence à la déclaration du PRM sur la responsabilité des médias, reprise dans le communiqué : « une presse digne de ce nom, libre, pleinement responsable aussi au regard du type d'information qu'elle livre au public ». (p.5) – La prochaine session ordinaire de la Chambre basse s'ouvrira le 3 mai 2016 et les premières discussions tourneront autour du Code de la Communication, annonce **Madagascar Laza**. Une initiative saluée par le président de l'Ordre des journalistes, Gérard Rakotonirina qui estime qu'il s'agit d'une garantie de la liberté de la presse. (p.3)*

- *Dans le cadre de la comparution en justice de trois journalistes de la presse écrite pour diffamation, ce jour, l'ambassade américaine appelle à l'adoption rapide du Code de la Communication. Pour rappel, des articles publiés le 31 décembre 2015 font un rapprochement entre le kidnapping d'Arnaud et d'Annie survenu à Toamasina et l'affaire des trente-mille rondins de bois de rose interceptés par les autorités singapouriennes. L'ambassade des Etats-Unis d'insister sur le fait que « s'il y a eu erreur dans l'article, il existe plusieurs façons de réparer cela, sans avoir à recourir à une plainte pénale, à commencer par le droit à faire publier un droit de réponse ». (**L'Express de Madagascar**, p.5)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



- **La Gazette de la Grande Île réagit par rapport à la soumission pour adoption du Code de la Communication à l'Assemblée nationale et déduit l'intention de Hery Rajaonarimampianina de « museler la presse ! ». Le quotidien soutient que le Président de la République est pressé de mettre la presse à sa botte. (p.5)**

## NOUVEAU GOUVERNEMENT : DES RUMEURS DE CORRUPTION

*Des bruits courent que des candidats au poste de ministre versent, du côté d'Antaninarenina, des « écolages » dont le montant minimum s'élèverait à 150 millions Ariary. Le montant varierait selon la fonction et l'importance du portefeuille ministériel convoité. Alors que le nouveau Premier ministre Olivier Solonandrasana Mahafaly fait de la lutte contre la corruption un de ses chevaux de bataille, **Midi Madagasikara** relève un paradoxe entre son discours et les rumeurs persistantes qui se sont propagées ces derniers jours. Par ailleurs, le quotidien s'interroge sur les critères qui priment réellement lors de la sélection des ministrables car dans ce cas, l'« écolage » ou pot-de-vin légitimerait le choix d'un profil ne répondant pas à la responsabilité du poste ministériel confié. A en croire l'analyse du journal, à Madagascar, se faire pistonner est devenu monnaie courante et généralisé dans tout l'appareillage administratif de l'Etat. Recrutement des contractuels, concours administratifs, concours d'élèves gendarmes et autres hauts fonctions de l'Etat, les « olomboavidy » (jeu de mot avec le terme olomboafidy ou élu et qui est traduit littéralement les « acheteurs ») ne cessent de croître. (p.2)*

## DES PARLEMENTAIRES VEULENT ETRE MINISTRES !

*La composition du nouveau gouvernement est sur toutes les lèvres et les parlementaires - en l'occurrence les députés ayant figuré dans la délégation ayant fait le déplacement à Iavoloha pour remettre au Président de la République la liste des premiers ministrables – sont en première ligne, annonce **Les Nouvelles** (p.3). Des groupes parlementaires ayant soumis leur proposition et participé à la constitution de la majorité font également des pieds et des mains pour que la liste de personnalités, qu'ils ont déterminées pour intégrer le nouveau gouvernement, soit prise en compte. **Madagascar Matin** annonce à cet effet que les députés Kathy, Rabenirina et Mahazoasy veulent être ministres ! Ces députés, supputent le journal, sont maintenant en première ligne pour réclamer leur « contrepartie » en proposant une dizaine de noms de parlementaires pour figurer dans le gouvernement Mahafaly Olivier. (p.2)*

## LE TIM SE DIT PRÊT A COLLABORER AVEC LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

*Le parti politique de Marc Ravalomanana se dit prêt à collaborer au sein du futur gouvernement et avec le régime Rajaonarimampianina, en général. L'ancien Président a en effet donné sa bénédiction aux deux ministres TIM au sein du gouvernement démissionnaire et à d'autres ténors du parti, qui pourraient intégrer la nouvelle équipe gouvernementale. Une position officielle du parti Tiako i Madagasikara, qui est confirmée par Roland Ravatomanga, ministre de l'Agriculture sortant. Si certains évoquent la mainmise du HVM ainsi que l'exclusion des ministrables issus d'autres entités politiques, d'autres misent sur un gouvernement d'ouverture. (**Midi Madagasikara**, p.3 – **Madagascar Laza**, p.2)*

## SOUTIEN DU CORPS DES ADMINISTRATEURS CIVILS AU PM

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*Un communiqué de presse signé par le comité technique du Corps des Administrateurs civils a fait part du soutien effectif des administrateurs civils au nouveau Premier ministre et à son futur Gouvernement. Ils expriment également leur reconnaissance à l'endroit de Hery Rajaonarimampianina et des députés « pour la confiance qu'ils témoignent à l'endroit de l'un des leurs ». Enfin, le CAC lance un appel à la solidarité de tous les membres après les différends qui n'ont pas manqué de secouer le Corps. (Midi Madagascar, p.2 – L'Express de Madagascar, p.5 – Madagascar Laza, p.2)*

- **Madagascar Matin** estime que l'initiative du Corps des Administrateurs civils est signe qu'il « s'incline devant le nouveau PM ». Dans son analyse, le quotidien soutient que de ce genre de changement au niveau de l'Exécutif, les retournements de veste et les rapprochements « incompréhensibles » sont monnaies courantes. Les administrateurs civils semblent donc donner le ton. D'ajouter que le porte-parole du Corps semblait agir par intérêt et par obligation. (p.2) – **L'Observateur** partage le même point de vue comme en témoigne son titre : « une véritable allégeance au pouvoir », considérant la déclaration des administrateurs civils comme une demande à occuper quelques sièges parmi les hauts emplois de l'Etat et pourquoi pas, rajoute-t-il, des départements ministériels. (p.2)

## **AFFAIRE BOIS DE ROSE : LES ETATS-UNIS SOUHAITENT UNE ENQUETE**

*Les Etats-Unis souhaitent une plus grande implication des Malgaches dans la résolution de l'affaire relative aux bois de rose saisis à Singapour et par conséquent, lancent un appel aux autorités pour ouvrir une enquête pour corruption, dans le cadre de cette saisie de 30 000 rondins de bois de rose. L'ambassade des Etats-Unis a ainsi déclaré, à travers un courrier électronique diffusé hier, suivre cette affaire avec beaucoup d'intérêt et être ravie si les autorités malgaches, surtout le Bianco, ouvrent une enquête plus approfondie sur cette affaire. En complément de l'enquête entreprise par les autorités singapouriennes, l'ambassade américaine souhaite donc une investigation au niveau national sur les cas de corruption ayant permis la sortie de ces bois précieux du territoire malgache. Pour les USA, le trafic illicite de bois de rose dépasse les seules problématiques liées à la déforestation et/ou les impacts environnementaux. D'ailleurs, ils affirment que « le commerce illicite des ressources naturelles entraîne un nombre croissant d'autres types de crimes, incluant le blanchiment d'argent et la spéculation internationale qui sont déjà des menaces en elles-mêmes. » Les Etats-Unis, par le biais de ce courrier électronique, attendent donc que des procès aient lieu afin de déterminer la culpabilité des trafiquants. (L'Express de Madagascar, p.3 – Madagascar Matin, p.2)*

## **Economie et société**

### **SECTEUR TOURISME : LE MINISTERE DE TUTELLE ALLOUE UNE SUBVENTION ANNUELLE**

*Le Gouvernement, à travers le ministère du Tourisme, des Transports et de la Météorologie, a décidé d'apporter sa contribution au développement du secteur tourisme, qui vient donc de bénéficier d'un budget substantiel de 450 millions d'Ariary, destiné à sa promotion. Cette subvention a été allouée après la signature d'une convention de partenariat et sera consacrée*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



en grande partie à l'Office Nationale du Tourisme de Madagascar (ONTM). Premier promoteur de la destination Madagascar, l'Office réclamait depuis davantage de budget pour pouvoir entreprendre des campagnes de promotion « convenables » pour le secteur et permettre davantage de participation aux événements internationaux. Cette subvention favorisera également la concrétisation du plan de travail annuel de l'ONTM, à l'exemple de la tenue du salon « International Tourism Fair Madagascar » et les différents rendez-vous incontournables à travers le monde. Si l'essentiel de la subvention est destinée à l'ONTM, 40 millions d'Ariary seront néanmoins octroyés à l'Office Régional du Tourisme d'Analamanga (ORTANA) pour l'organisation du Carnaval de Madagascar contre 30 millions d'Ariary chacun pour le festival Donia et le festival des Baleines. (**L'Express de Madagascar, p.7 – Les Nouvelles, p.18 – Madagascar Laza, p.7 – La Vérité, p.4 – Madagascar Matin, p.6**)

## Vie des médias

### AMELIORER L'ACCES A L'INFORMATION

Le Centre de Presse Malagasy, la Fédération Internationale des Journalistes et la Fondation Friedrich Ebert Stiftung (FES) ont conjointement organisé une conférence-débat portant sur « le droit des journalistes à l'accès à l'information », hier à l'hôtel Carlton. Il a notamment été soulevé lors de cet échange que l'accès à l'information garantit la transparence de l'administration publique ainsi que la culture de transparence au niveau des organismes publics. Au regard de la situation actuelle pourtant, il semble que « la loi fait défaut ». Une conclusion d'ailleurs partagée par tous les participants à cet événement (**Midi Madagasikara p.3**). Pour sa part, **Les Nouvelles** relate le déroulement de la conférence débat en procédant à un résumé des interventions de chaque panéliste. Un journaliste intervenant a mis en exergue les enjeux de l'information dans la démocratie, la responsable du monitoring des médias du projet INCIPALS a présenté les résultats des observations révélant la prépondérance de sources non identifiées, le président de l'Ordre des Journalistes a insisté sur la nécessité de favoriser l'accès à l'information pour éviter l'élucubrations, le Président de la Cour des Comptes a mis le point sur les tendances à manipuler les informations officielles, le Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité a présenté les enjeux des informations stratégiques pour l'administration publique et le responsable de la communication de l'ambassade des USA a souligné l'inexistence de ministère de la Communication aux Etats-Unis, qui est pourtant une vitrine de la démocratie. Mirana Razafindrazaka de l'UMM d'INCIPALS, Gérard Rakotonirina Président de l'Ordre des journalistes de Madagascar (OJM), Arison Joël Andriambolanirina, Président de la Cour des comptes, Manjakahery Tsiresena, journaliste à l'AFP, Luke Zahner, conseiller en communication auprès de l'ambassade des Etats-Unis et enfin Gabriel Baglo, Directeur de la Fédération internationale des journalistes ont tour à tour partagé leur point de vue sur la question. (**p.3 – Madagascar Laza, p.4 – Tia Tanindrazana, p.5**) – De l'avis de **La Vérité**, l'accès à l'information est utopique. (**p.5**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Un peu d'humour



L'Express de Madagascar, p.6

### Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)

Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

**ECES**  
CENTRE EUROPEEN  
D'APPUI ELECTORAL

**OSSERVATORIO**  
di Pavia Media Research

**Search for**  
**Common Ground**

**Center for**  
**Creative Leadership**